

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 990849 – AMR 22/26/99

Action complémentaire sur l'AU 04/99 (AMR 22/01/99 du 11 janvier 1999)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

CHILI

Les permanents et les bénévoles de l'organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains *Corporación de Promoción y Defensa de Los Derechos del Pueblo* (CODEPU, Comité de promotion et de défense des droits du peuple)

Londres, le 8 novembre 1999

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des membres de l'organisation de défense des droits humains *Corporación de Promoción y Defensa de Los Derechos del Pueblo* (CODEPU, Comité de promotion et de défense des droits du peuple), qui ont été victimes d'actes d'intimidation répétés. Amnesty International pense que ces agissements sont liés à la procédure judiciaire dont le général Augusto Pinochet fait actuellement l'objet à Londres, au Royaume-Uni.

Dans la nuit du 3 novembre 1999, on est entré par effraction au siège du CODEPU, à Santiago. Les dossiers de l'Organisation ont été fouillés et du matériel lui a été dérobé. Une plainte a été déposée auprès des autorités afin qu'une enquête soit ouverte sur ces événements et sur les actes d'intimidation dont ont été victimes des militants des droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le CODEPU a été fondé en 1980 à la suite des violations des droits humains commises sous le régime militaire du général Augusto Pinochet, de 1973 à 1990. Cette organisation a ensuite continué à œuvrer en faveur des victimes d'atteintes aux droits fondamentaux perpétrées par le passé et de leurs familles. L'avocate spécialisée dans la défense des droits humains qui préside le CODEPU, Fabiola Letelier, est la sœur d'Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires étrangères assassiné à Washington en 1976 par des membres des forces de sécurité chiliennes.

Depuis l'arrestation du général Augusto Pinochet en octobre 1998, des proches de victimes de violations passées des droits humains et des avocats spécialisés dans la défense des droits fondamentaux ont été harcelés et menacés de mort de manière répétée au Chili. La présidente du CODEPU ainsi que les avocats Hugo Gutiérrez et Julia Urquieta se sont vu accorder une protection policière à la suite de menaces de mort, et les bureaux du CODEPU ont également été placés sous la protection de la police.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / lettre exprès / lettre par avion (en espagnol ou en français) :

- dites-vous préoccupé par les actes d'intimidation persistants dont sont victimes des permanents du CODEPU ;
- demandez que soit ouverte sans délai une enquête approfondie sur le vol avec effraction commis au siège du CODEPU ainsi que sur ces actes d'intimidation, notamment sur ces menaces de mort, et que les responsables soient traduits en justice ;
- cherchez de nouveau à obtenir l'assurance que les autorités chiliennes vont prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir pleinement le respect de l'intégrité physique des permanents du CODEPU.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Eduardo Frei Ruiz-Tagle
Presidente de la República de Chile
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Fax : 562 694 5080

Télégrammes : Sr. Presidente, Santiago, Chili

Formule d'appel : Sr. Presidente, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Raul Troncoso
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Fax : 562 696 8740 / 699 2165

Télégrammes : Sr. Ministro del Interior, Santiago, Chili

Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Sra. Maria Soledad Alvear
Ministra de Justicia
Ministerio de Justicia
Morandé 107

Santiago, Chili

Fax : 562 695 4558

Télégrammes : Sra. Ministra de Justicia, Santiago, Chili

Formule d'appel : *Sra. Ministra, / Madame la Ministre,*

COPIES À :

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Juan Gabriel Valdés
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores
Catedral 1158, Piso 3
Santiago, Chili
Fax : 562 696 8796 / 672 6274

Journal :

La Nación
Agustinas 1269
Santiago, Chili
Fax : 562 698 1059

Organisation de défense des droits humains :

CODEPU
Brown Sur 150 - Ñuñoa
Santiago, Chili
Fax : 562 341 5041

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Chili dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 17 DÉCEMBRE 1999, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

.a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -